

FICHE DE LECTURE

FÉLICIEN FAURY

DES ÉLECTEURS ORDINAIRES
ENQUÊTE SUR LA NORMALISATION DE
L'EXTRÊME DROITE



SOMMAIRE

	INTRODUCTION	4
CHAP. 1	ÉCONOMIES MORALES	5
CHAP. 2	« CHEZ NOUS ». CLASSEMENTS ET DÉCLASSEMENTS TERRITORIAUX	13
CHAP. 3	ISLAMOPHOBIES DU QUOTIDIEN	18
CHAP. 4	VOTES BLANCS	22
CHAP. 5	LOGIQUES D'UNE NORMALISATION	27
	CONCLUSION	33

NOTES DES AUTEUR·RICE·S

Cette fiche de lecture est le résultat d'un arpentage collectif afin de préparer notre moment d'échange public avec Félicien Faury en janvier 2026. La fiche été écrite par plusieurs personnes. Elle essaye de suivre le livre chapitre par chapitre et sous chapitre par sous chapitre. Il manque seulement 3 sous chapitre qui n'enlève en rien la compréhension globale de l'oeuvre. Elle a été écrite par plusieurs personnes.



INTRODUCTION

Ce livre est issu d'une enquête de terrain entre l'automne 2016 et l'été 2022 dans la région du sud-est de la France. Un territoire que Félicien Faury qualifie de « *berceau historique de l'extrême droite française* ». Il a pratiqué sur place 15 mois d'immersion dans une commune, mêlant observation quotidienne, conversations informelles et une trentaine d'entretiens approfondis auprès d'électeur·rice·s qui avaient déjà voté pour le Rassemblement National (RN) mais n'étaient ni militants ni candidats.

Spécificité des électeurs du Sud-Est : faibles chômeur·euse·s, ménages imposables, propriétaires de leur logement, peu diplômé·e·s mais occupant des emplois stables, retraité·es.

1- ECONOMIES MORALES

En intro, Félicien Faury explique qu'on ne peut pas dissocier la thématique des problèmes socio-économiques (ex : le pouvoir d'achat, le chômage) et le racisme : « ***la force de l'extrême droite n'a pas résidé dans sa capacité à imposer « un » seul thème, celui de l'immigration, dans le débat public, mais plus précisément à proposer sans relâche des jonctions entre cette thématique et une liste toujours plus longue d'autres enjeux sociaux, économiques et politiques*** ».

IMMIGRATION ET REDISTRIBUTION

« 1 million de chômeurs, c'est 1 million d'immigrés de trop ! » → **slogan polysémique** :

1. L'immigration produit du chômage parmi les travailleurs « français » (l'immigré venant « voler l'emploi »)
2. Les chômeur·euse·s sont les immigré·e·s installés sur le territoire national, profitant des aides sociales financées par les prélèvements sur les revenus des « vrais travailleurs »

Les électeur·rice·s du RN dans le Sud-Est de la France sont issus de la petite classe moyenne ou de classe populaire. Iels ont des emplois stables, sans crainte de le perdre mais ont des inquiétudes pour leur pouvoir d'achat et la dégradation générale de leur niveau de vie.

La figure de l'immigré·e parmi cet électorat n'est pas l'immigré·e voleur d'emploi mais surtout la figure de l'immigré·e chômeur·euse volant les aides sociales.

UN SENTIMENT D'INJUSTICE FISCALE

Sentiment d'injustice fiscale : gagne trop pour avoir des aides mais ne gagne pas assez pour se projeter dans l'avenir avec sérénité car l'impression de toujours payer des taxes et des impôts → ce ressentiment entraîne une colère qui est structurée selon **une racialisation de la pauvreté qui distingue** :

- **Le « bon » pauvre** : le petit vieux, le jeune à la recherche d'un emploi & le « **bon immigré** » : un travailleur (blanc), docile, poli et reconnaissant envers le système social français.
- **Le « mauvais » pauvre** : l'immigré/l'« arabe » chômeur·euse·s supposé ne rien branler, impoli, ingrat

→ Fondamentalement le système social n'est pas perçu comme un droit mais comme une faveur faite aux étrangers : « ***L'inclusion des personnes d'origine immigrée dans le corps social national est conçue non comme un droit mais comme une faveur*** ».

LA RACIALISATION DE L'« ASSISTANAT »

Les discours anti-assistance et xénophobes se nourrissent mutuellement car la **politique migratoire** française est **jugée trop accueillante** et la **politique de redistribution** (aides sociales) (« l'assistanat ») **jugée trop généreuse**. Ces deux politiques sont perçues comme complémentaires. Ceci :

- Renforce le ressentiment d'injustice fiscale (injustice face au système de redistribution français)
- Renforce la colère envers **les plus pauvres considéré-e-s comme fraudeur·euse-s et profiteur·euse-s du système de redistribution au lieu des plus riches qui pratiquent la fraude fiscale**. La colère est prioritairement dirigée sur les

groupes doublement stigmatisés comme « assistés » (pauvres) et « immigrés ». Cependant, il y a une contradiction : **ces personnes assignent les minorités racialisées à la pauvreté mais en même temps considèrent qu'elles ne sont pas assez pauvres pour toucher les aides.** En bref, elles mentaient sur leur richesse réelle.

Pourquoi cette racialisation de la pauvreté ? :

La pauvreté racialisée existe objectivement. Les immigrés originaires d'Afrique sont plus exposés au chômage à cause du racisme structurel (ex : la discrimination à l'embauche) et cette pauvreté est visible. Mais **le racisme sur-visibilise la pauvreté des groupes racialisés.**

Le racisme s'entretient au quotidien par l'activation de deux mécanismes (selon Philomena Essed) :

- **Sélectionne des faits et les met en avant** : Le discours raciste choisit certains faits et les rend plus visibles. Ex : la précarité des immigré·e·s en se focalisant sur la partie sans emploi ce qui amène que l'immigré·e chômeur·euse·s est perçu comme la norme. Autrement dit, il y a une **invisibilisation de la main d'œuvre immigrée qui travaille dans des conditions précaires** (ex : entretien, care, BTP, agriculture).
- **Interprétation biaisée des faits** : Les faits sont reliés entre eux, mais ces liens sont erronés. **Les causes sont attribuées à des traits individuels ou à la culture des individus plutôt qu'à des facteurs structurels.** Ex : Le chômage d'un immigré est expliqué par ses caractéristiques ou sa culture essentialisées. **Le racisme diffuse ainsi des explications (des chaînes de causalité) essentialistes pour décrire des phénomènes sociaux globaux et complexes.**

COMPTABILITÉ NATIONALE ET PRÉFÉRENCE ÉTRANGÈRE

Comptabilité nationale : L'économie du pays est pensée comme un stock fini selon un gâteau à partager qu'il faudrait diviser à chaque nouvel arrivant. Donc si quelque chose est donné aux immigrés, c'est forcément retiré aux Français. De plus, comme l'immigration est perçue comme un coût inutile pour le pays, car les immigré·e·s sont vus comme inactifs et n'apportant rien (« *Pourquoi faire venir des chômeurs ?* »), en bref, c'est un calcul simplifié et intuitivement biaisé pour évaluer ce que l'immigration « coûte » et « rapporte » au pays. Ce raisonnement amène à une sensation de **concurrence raciale entre pauvres au lieu de remettre en cause la répartition des richesses entre pauvres et riches.**

« **étranger** » : selon cet électorat, désigne une personne identifiée comme non-blanche selon des marqueurs (couleur de peau, accent, vêtements, ...) et non selon leur nationalité réelle.

Préférence étrangère : c'est l'idée selon laquelle **l'État traiterait systématiquement mieux les étrangers (et les personnes racisées) que les natifs (blanc).** Cette conception inverse la réalité : elle efface les discriminations subies par les personnes racisées et fait comme si elles étaient avantagées. Exemple : **Préférence étrangère en matière d'action et d'aides sociales** : accès prioritaire aux aides sociales, aux HLM, construction d'un centre d'hébergement plutôt qu'une école, etc.

Ainsi, ce raisonnement amène à ce que la **préférence nationale** du RN est comprise par son électorat comme une préférence raciale (priorité aux blanc·he·s).

LAXISME DE L'ÉTAT

Préférence étrangère en matière de répression : Police et Justice est perçues comme clémentes envers les racisé·e·s (« jeunes de banlieue », « racaille », ...) et ne ciblant pas les « vrais problèmes » (trafic de drogue, délinquance, ...) mais des choses mineures (excès de vitesse, PV, ...). Ceci nourrit un **sentiment d'injustice raciale** : fermeté de la répression pour les blancs (« nous ») et tolérance pour les racisées (« eux »). Or c'est complètement **faux** : la police cible, harcèle, brutalise et tue les racisé·e·s.

LA DÉGRADATION DE L'OFFRE SCOLAIRE

Les institutions de l'État sont donc perçues comme injustes et défaillantes, et leurs offres et services ne s'appliquant pas de manière homogène.

Par exemple, l'École publique est perçue comme s'étant « dégradée » selon un prisme racial par la présence croissante d'élèves non blancs. Pour compenser, les parents s'investissent personnellement en tant que parents d'élèves ou en étudiant le programme pour l'enseigner à leurs enfants. En outre, les parents de cet électorat surveillent les fréquentations de leurs enfants. Enfin, ces parents ressentent de l'injustice liée à l'**investissement personnel** pour pallier les manques de l'École publique.

L'ÉVITEMENT PAR LE PRIVÉ

Beaucoup de parents décident de mettre leur enfant dans le privé, non pour des raisons religieuses, mais pour la bonne sélection, le bon niveau, les profs moins absents la discipline et la transmission

de valeurs et d'une « tradition française ».

La religion est surtout évoquée pour le public concernant la religion musulmane (ex : filles et mères voilées). Les signes visibles d'appartenance à la religion musulmane sont associés à la pauvreté, à l'indiscipline et au « communautarisme ». Ces signes sont interprétés comme un signal de faible niveau scolaire et de mauvaises fréquentations. **Le choix du privé permettrait alors de protéger les enfants des fractions racisées des classes populaires perçues comme menaçantes et dégradant le niveau scolaire.**

Ce besoin de protection est **renforcé par rapport aux trajectoires scolaires difficiles des parents (courtes, vécu difficile avec l'école, ...)**. Le bas niveau scolaire et un rapport conflictuel avec l'institution scolaire est un **facteur commun à tout l'électorat**. Ces parents se sentent démunis pour accompagner scolairement leur enfant. Pour eux, le privé peut garantir la réussite scolaire de leur enfant par rapport au public, jugé incapable d'assurer une reproduction sociale ascendante.

CONCURRENCES REPRODUCTIVES

Reproduction sociale : l'ensemble des institutions et des pratiques permettant la reproduction quotidienne et générationnelle de la force de travail (ex : faire à manger pour ses enfants, aider à faire les devoirs à ses enfants pour l'école).

Il y a la **sensation d'une mise en concurrence des pauvres, selon des schéma raciaux par rapport à l'État-providence reposant sur une logique de jeu à somme nulle, où l'aide accordée aux autres est perçue comme nécessairement retirée à soi**. Elle est éprouvée directement non pas sur le marché du travail (les élec-

teurs ont une situation professionnelle stable et ne craignent pas de perdre leur emploi) mais au cours des démarches d'obtention des prestations sociales (logements, aides familiales). Autrement dit, **cette concurrence des pauvretés racialisée est perçue selon une concurrence de reproduction sociale** (domaine socialement très féminisé). Les discours contre les « assistés » se mêlent donc à la xénophobie : ce sont les capacités reproductives des familles immigrées — leur nombre d'enfants, l'accès aux aides sociales et aux services publics — qui deviennent un objet central de ressentiment. Ce n'est donc pas un hasard si ces discours sont majoritairement portés par des femmes, plus directement impliquées dans la gestion quotidienne de ces enjeux. Cette analyse permet de comprendre la progression du vote féminin pour le Rassemblement national en raison des discours du RN prônant l'arrêt du regroupement familial ou la restriction des aides sociales aux seuls nationaux → **forme de « protectionnisme reproductif »** : *de façon analogue aux désirs de protectionnisme économique chez les travailleurs sentant leur emploi menacé, la dégradation et la mise en concurrence des diverses institutions de la reproduction sociale ont ainsi pour effet d'activer des demandes de ce que l'on pourrait appeler un « protectionnisme reproductif ».*

Le racisme observé par cet électorat ne relève donc **pas d'une haine abstraite de l'Autre, mais s'ancre dans des intérêts matériels à l'accès aux aides sociales et aux services publics**. L'électorat du RN se considère prioritaire dans l'accès aux ressources de l'État par le mérite (leurs efforts par le travail) et l'appartenance blanche et nationale. Cela conduit à juger anormale la solidarité envers les populations pauvres et racisées, perçues comme étrangères et peu travailleuses. Ces populations sont ainsi vues surtout comme des bénéficiaires des aides publiques et non comme des personnes qui contribuent. Elles sont accusées de faire baisser le

niveau des services publics et d'abuser du système, notamment par leur reproduction familiale menaçant la reproduction des « blancs français ». C'est donc leur présence même dans le système de solidarité nationale qui est remise en cause.

2 - « CHEZ NOUS » - CLASSEMENTS ET DECLASSEMENTS TERRITORIAUX

Félicien Faury commence par une question géographique : où peuvent habiter les électeurs du RN ? Ces électeur·trice·s en sud PACA n'ont pas les moyens d'accéder à la propriété des quartiers chics mais ne veulent pas se retrouver non plus dans les quartiers populaires. Donc iels cherchent des terrains qui ne sont pas « dévalorisés » ce qui est de plus en plus difficile en région sud PACA.

L'objet principal du chapitre est la perte de « son » territoire.

PRESSIONS D'EN HAUT

Les retraités riches du Nord viennent s'installer dans les parcs régionaux pour la tranquillité et la beauté du territoire. De plus, il y a une mise en tourisme du territoire qui réduit aussi le nombre d'habitations accessibles.

Cela participe à **l'augmentation des prix de l'immobilier dans la région, ce qui fait que les électeur·trice·s du RN qui ont des revenus modestes ne peuvent accéder à certaines zones.** Cette migration du Nord est centrale pour l'économie de la région mais elle est perçue négativement pour elleux. Elle produit des changements urbains et des transformations sociales qui mettent à l'épreuve les ancrages locaux. Ceci **engendre un sentiment de dépossession par le haut.**

PRESSIONS D'EN BAS

Le réaménagement urbain ne se fait pas seulement pour les « étrangers » aisés, il y a aussi de nouveaux logements sociaux accueillant principalement les familles pauvres.

Ces logements sociaux sont perçus comme un mauvais présage et l'accession à la propriété est une stratégie d'évitement des HLM. En effet, dans la représentation commune des électeur·rice·s RN, c'est une certaine pauvreté qui habite dans ces parcs sociaux : les immigré·e·s. La part de logement sociaux dans une commune devient donc un marqueur racial signe de la dégradation matérielle et symbolique du lieu (détérioration, insalubrité, saleté = immigration).

Ces migrations s'inscrivent dans une hiérarchie sociale et raciale : les arrivées du Nord sont associées à des populations aisées, celles du Sud à des populations pauvres. Comme ces derniers se retrouvent concentrés dans des logements sociaux, cela sépare les habitants selon leur richesse et leur origine, ce qui renforce la ségrégation et les inégalités.

Félicien Faury se demande comment à niveau de vie similaire entre les électeur·rice·s RN et les migrant·e·s du sud la ségrégation s'opère. Les migrations du sud sont « visibles » (à cause du racisme – cf. chapitre 1) et donc évitables. Ex : tel quartier n'est plus à « nous » parce que seulement des commerces turcs ou arabes. Ce qui permet de catégoriser des quartiers entre ceux « préservés » et ceux « acquis par l'immigration ».

L'IMPOSSIBLE ENTRE-SOI BLANC

Pour les électeur·rice·s RN, les personnes non-blanches dévalorisent les endroits où elles s'installent par leur simple présence. Les quartiers et les rues se transforment : revente des commerces « français » aux « étrangers ». Pour elleux, la ségrégation n'est pas suffisante car il y aurait trop de porosité. La situation de cohabitation est donc perçue comme indésirable : « [à propos d'une électricienne :] *sentiment d'être prisonnière d'une situation dont elle n'a pas la maîtrise qui l'incite à interpréter sa situation en terme d'injustice et d'anormalité* ».

L'appartenance nationale est un pilier pour renforcer la ségrégation résidentielle (« chez nous » local et « chez nous » national).

En bref, **l'installation d'immigré·e·s est perçue comme une dévalorisation de « son » territoire.**

Il y a une différence de perception entre la pression d'en haut et la pression d'en bas : la première est vécue comme une fatalité dont on ne peut rien faire et la deuxième est subie et serait évitée avec « une régulation très restrictive des flux migratoires ».

Selon, cet électorat l'installation des personnes non blanches parmi les blancs « les locaux » entraînerait une fuite de la population soi-disant légitime. Ceci renvoie au concept de **white flight** aux États-Unis: départ des ménages blancs vers les banlieues résidentielles, hors des quartiers centraux habités par une population noire (il n'y a aucune donnée précise en France).

UN CENTRE-VILLE SANS BIÈRES

Pour cette base électorale, il y a une peur collectif d'un déclassement lié à la « dégradation » du quartier (« *plus pareil qu'avant* ») perçu comme une évolution négative et inquiétante de leur lieu de vie.

La fermeture des commerces et le déplacement des activités économiques en bordure des agglomérations contribuent à la dévitalisation et la concurrence des centres-villes. Cependant, le lien social ne disparaît pas pour autant : il se déplace dans les centres commerciaux ou à la maison.

Néanmoins, ce n'est pas seulement la fermeture des commerces de proximité qui est vue comme problématique mais leur rachat et leur réappropriation par des personnes racisées qui proposerait leurs offres seulement pour une population non-blanche et ferait donc « *fuir la clientèle habituelle* ».

Cette perception pousse certains commerces « français » qui sont encore en activité à une logique discriminatoire et raciste en choisissant leur clientèle avec, par exemple, une augmentation des prix pour les personnes non-blanches afin de « *préserver leurs lieux* ».

Exemple du bar central de la ville du terrain d'enquête fréquenté par des ouvrier·ère·s : les sympathisant·e·s du RN expliquent qu'avant les ouvrier·ère·s s'y retrouvaient à la sortie du travail, mais que maintenant, le bar a été repris par un propriétaire maghrébin, n'y vendant plus d'alcool, et serait désormais fréquenté par une population non blanche, ce qui le rendrait, selon elleux, « non fréquentable ». Or, dans les faits, ce lieu reste majoritairement fréquenté par des ouvriers, mais cette population a changé : une part

importante est désormais issue de l'immigration du Sud.

En résumé, le problème n'est pas l'installation d'immigré·e·s en tant que travailleurs mais la présence de groupes non-blancs faisant de leur lieu de résidence leur lieu de vie (espace de consommation, d'éducation, de loisirs, de sociabilité et religieux).

LES INCERTITUDES DE L'AVENIR RÉSIDENTIEL

Pas de notes pour ce sous chapitre.

3 - ISLAMOPHOBIES DU QUOTIDIEN

Définition de l'islamophobie : « *préjugés et pratiques discriminatoires à l'encontre des personnes musulmanes ou supposées telles* ».

Cependant **le terme fait débat** : il y a un « *consensus scientifique mais pas politique* », surtout en France à cause d'une « *disqualification dans l'espace médiatique et intellectuel* » car l'islamophobie ne serait pas un racisme. Mais pourtant : « **certaines religions peuvent êtres racisées et l'islam en constitue de nos jours un exemple paradigmatique** ». En effet, **la différence entre religion et race serait « une erreur scolastique »** car « **musulman, quasi synonyme de maghrébins, arabe, turc, immigrés** ». Ainsi l'assignation religieuse fonctionne comme une assignation raciale.

UNE QUESTION RELIGIEUSE ?

Ce n'est pas vraiment une question religieuse. Les électeur·rice·s frontiste sont plutôt « *détaché·e·s* » de la religion pour une majorité cependant pour elleux « *la chrétienté devient (...) un référent culturel* ». Cela entraîne une « **patrimonialisation de la religion catholique** » afin de « *dire le sentiment national* ». Ainsi, de la même manière que l'islam est associé à des figures stigmatisées, **la référence à la chrétienté enclenche une chaîne d'équivalences symétriques entre « Blancs, européens, chrétiens, intégrés, français »**.

La laïcité devient un argument central et l'islamophobie crée « un

point de ralliement entre croyant·e·s et athé·e·s ». **Le discours du FN/RN repose sur deux piliers : d'un coté une interprétation identitaire de la laïcité et de l'autre une patrimonialisation du catholicisme.**

En définitive : « **ce vote RN est moins un vote catholique qu'un vote antimusulman** ».

LE SEXISME DES AUTRES

Le fait de souligner la dimension patriarcale de la religion musulmane permet de déplacer le sexisme ordinaire sur un sexisme musulman. Cela « *innocente le groupe majoritaire de sa participation à l'ordre patriarcal* » et ainsi seulement « **le sexisme des autres est dénoncé**. Par exemple, le port du foulard dérange beaucoup les électeur·rice·s. Il est vu comme imposé, donc comme un signe de soumission et aussi de non assimilation.

Fondamentalement : **c'est un « conflit entre deux systèmes de genre » où ce sont seulement « les signes étrangers du sexisme qui sont reconnus et condamnés » ce qui contribue à « invisibiliser le sexisme à la française ».**

De plus, pour cet électorat, il y a une sexualisation importante des musulmanes comme un « *éventuel objet de possession* », une représentation qui fait écho aux analyses de Frantz Fanon sur les cérémonies de dévoilement imposées en Algérie occupée. Dans l'ordre hétérosexué et postcolonial qui est le nôtre le foulard constitue donc une provocation vue comme une « *désappropriation venant cacher ce qui devrait être vu et disponible* ».

Enfin, **les femmes musulmanes se trouvent prises dans un double piège** : si leur tenue est jugée trop sexualisée, elles sont insultées et accusées d'incohérence religieuse (ex : ne porte pas le foulard), et si elles respectent les codes supposés de leur religion, elles sont stigmatisées. Dans les deux cas, elles sont enfermées dans une situation impossible à échapper.

ISLAM COMME MENACE

Le choix de porter le foulard est perçu comme un acte de provocation et de prosélytisme. **Le port du voile se retrouve être sur-politisé comme un signe de prosélytisme menaçant.**

Les formes prises par l'islamophobie évoluent et varient en fonction des ressources sociales et du capital de leurs cibles. Par exemple, pour une femme musulmane portant le foulard et faisant des études, son choix est perçu comme un prosélytisme militant.

Le « **défaut d'assimilation** » est vu comme « *une impossibilité culturelle ou un refus volontaire* » de s'assimiler à la société française et à ses normes. Le rejet de l'islam repose sur une appartenance religieuse acquisitive, c'est-à-dire, qui relève d'une démarche personnelle donc perçue comme réversible. Plus l'islamité est visible ou affirmée, plus elle est perçue comme une circonstance aggravante du défaut d'assimilation. **En bref, le « bon immigré » est un musulman discret.**

Néanmoins, pour les électeur.rice-s, **la discrétion ne suffit pas car il y a une possible dissimulation.** Ainsi rentre en jeu une forme de « test » pour déterminer le degré d'islamité. On rentre ici dans un registre paranoïaque, conspiratoire comme celui du grand rem-

placement. On parle ici de **racialisation conspiratoire** avec pour projet d'« islamiser la France » ce qui relève aussi de la peur identitaire avec comme principale lubie leur « *capacité d'agir, collective et politique, aussi puissante que menaçante* ».

Il y a donc une **construction d'une norme** à partir de laquelle l'islamophobie s'énonce : l'islam est perçu à travers un imaginaire national qui le présente comme une réalité étrangère. Les pratiques musulmanes sont alors jugées « anormales », car ne correspondent pas aux habitudes majoritaires. À cette idée d'anormalité s'ajoute la peur. La visibilité de l'islam, mais aussi ce qui est perçu comme dissimulé ou invisible, est vécu comme une menace. La personne musulmane est construite comme un **ennemi de l'intérieur**, soupçonnée de ne pas appartenir pleinement à la nation et un intrus jugé illégitime.

Cette islamophobie se construit et se déploie dans les espaces médiatiques et culturels, politique et juridique, ainsi qu'étatiques. **Ces discours islamophobes ne restent pas des idées mais viennent nourrir les aversions des électeurs (l'islamophobie par le bas) et leur apportent justification et légitimité. Les musulman-e-s en France peinent à trouver des espaces où leur présence n'est pas mise en doute, tant iels sont exposé-e-s à la suspicion, aux remarques ou aux attitudes de rejet.**

En bref : **Le racisme antimusulman apparaît ainsi comme un phénomène coconstruit et circulaire, produit à la fois « par le haut » et « par le bas », dans lequel le Rassemblement national et son électorat jouent un rôle de relais actif.**

4 - VOTES BLANCS

Pour comprendre le racisme, il faut **étudier le lien entre les rapport sociaux racialisés (les relations entre individus) et les structures du racisme systémique**. L'enjeu est de comprendre où se situe le racisme quand il s'exprime et d'en comprendre sa « raison d'être » et sa « nécessité ». Le racisme n'existe pas uniquement grâce aux individus et à leurs comportements ; il s'inscrit et est le produit de structures sociales et institutionnelles qui dépassent les situations individuelles.

A partir de là, Félicien Faury avance que le **vote RN a un sens symbolique et politique** : c'est une **prise de position dans la hiérarchie raciale**. Autrement dit, « voter à l'extrême droite, c'est souhaiter agir (à son échelle) sur la structure raciale, mais c'est aussi s'y placer, y faire valoir une position spécifique ». **La racialisation est un rapport relatif** : elle n'existe que par opposition d'un groupe instauré comme majoritaire à d'autres groupes établis comme minoritaires. Dans ce cadre, le vote RN est un vote d'inclusion au sein du groupe majoritaire afin de se distinguer des groupes minorisés. Voter RN revient ainsi à faire partie du groupe dominant et par extension une façon de se maintenir – voir se rehausser – individuellement dans la hiérarchie raciale.

BONNES ET MAUVAISES MIGRATIONS

Cependant les distinctions entre les migrations s'opèrent à travers un discours culturel. Avoir des « origines » permet de s'inscrire dans le mythe assimilationniste en mettant en avant l'intégration réussie des aïeux et leur conformité aux normes françaises. Cette référence permet de juger du « bon comportement » pour soi et des

autres ; de juger certaines migrations comme légitimes et d'autres comme problématiques. Cette distinction met en **concurrence symbolique les migrations** : les migrations européennes qui s'assimilent associées au travail et adoptant le mode de vie français et les autres migrations non-blanches perçues comme refusant l'assimilation. **Ce tri permet de contourner l'accusation de racisme en transformant l'hostilité en un rejet ciblé, présenté comme rationnel/justifié et défensif plutôt que comme une haine** : « C'est pas être raciste : c'est les arabes qui nous emmerdent, c'est pas pareil ».

Ce mécanisme permet aux électeur·rice·s issu de l'immigration européenne de légitimer leur assimilation en faisant partie du groupe majoritaire et en pointant du doigt les autres migrations.

C'est une **manière pour eux de se blanchir**, c'est-à-dire, de s'inclure et se maintenir dans le groupe dominant blanc. Cette démarcation par le « plus bas que soi » au sein de la hiérarchie raciale est un mécanisme central pour se rattacher au corps national. En désignant certains groupes comme étrangers, différents ou illégitimes, quand ces électeur·rice·s disent qu'« on n'est plus chez nous », c'est affirmer sa propre légitimité à faire partie du groupe majoritaire.

DISTINCTIONS RACIALES

Le marquage de la similitude et de la différence est très observable chez les sympathisants ayant **une expérience de minorisation raciale**. Ils se perçoivent comme des victimes collatérales d'une « façon de se défendre » de la société française mais jugent en partie ce mécanisme légitime. Dans ce cadre, l'appropriation

du discours du RN , par exemple du « on est contaminés [par l'immigration] », par ces personnes racisées leur permet de se placer symboliquement du côté du groupe majoritaire. **En parlant en termes de « on », iels ne se désignent plus comme cibles du racisme, mais comme membres du collectif national qui s'en défend.** Ce glissement permet de légitimer les préjugés racistes : les comprendre, voire les excuser, devenant une manière de montrer qu'on n'en fait pas partie et de s'en protéger.

Ainsi, pour ces gens, **le vote RN est un « deal » raciste : soutenir un projet politique visant à exclure les « mauvais » immigrés — ceux qui ne s'adaptent pas — en échange de la reconnaissance et du blanchiment symbolique de ceux qui font l'effort de s'intégrer : naturalisation, emploi stable, respect des normes nationales, loyauté à l'État.**

Cette logique s'inscrit dans une stratégie plus large de **gestion de la racialisation** : alourdir la stigmatisation des groupes situés plus bas dans la hiérarchie raciale (« surcharge d'altérité ») afin d'alléger la sienne et sécuriser son appartenance au groupe majoritaire.

LE RACIAL ET LE POPULAIRE

Ces expériences nourrissent une hostilité raciale et légitiment des distinctions entre « vrais Français » et « étrangers ». Cela se traduit souvent par un renforcement de l'attachement symbolique à la nation, (ex: drapeau français).

Parmi l'électorat, **d'autres expériences de rejet et d'altérisation peuvent aussi jouer** : être issu de milieux populaires/ouvriers forcées par la désindustrialisation de se déplacer du Nord vers le Sud. L'intégration dans ces nouvelles régions est douloureuse :

xénophobie régionale (« *tu n'es pas d'ici* »).

Pour les classes populaires non « établies » (sans capital d'ancienneté locale leur permettant d'asseoir leur respectabilité), le vote RN leur permet de se légitimer pour être considéré « moins étranger » que les autres.

La peur du déclassement social : l'angoisse de tomber dans la précarité s'accompagne du risque d'être amalgamé comme faisant partie des groupes minoritaires stigmatisés. Déclarer son rejet des "plus étrangers que soi" devient ainsi un moyen de se sécuriser dans un espace social où les hiérarchies raciales et de classe se chevauchent.

Ainsi, **le vote RN n'est pas un vote protestataire mais un vote d'intégration** : il est utilisé pour affirmer son appartenance au groupe national majoritaire et de se défendre contre une perte de statut social ou racial. Autrement dit, le vote pour le RN peut être vu comme un salaire blanc : un moyen symbolique de se distinguer des groupes racisés, à travers la réaffirmation d'une identité nationale perçue comme menacée.

En interrogeant les électeur·rice·s sur leurs motivations à voter RN, on comprend comment à leur niveau iels « font la race » : iels participent à leur niveau, au quotient, à la construction des frontières raciales. **Le vote pour le RN est une tentative de maintenir sa position dominante et la domination blanche dans un contexte où cette domination est de plus en plus mise en cause.**

Ces électeur·rice·s en marge du groupe majoritaire, se sentent particulièrement vulnérables face à la montée des minorités. Iels sont ainsi incité·e·s à défendre l'ordre racial avec une certaine

urgence, d'où leur engagement en faveur de politiques qui renforcent les frontières raciales. Paradoxalement, bien qu'ils ne soient pas les principaux bénéficiaires de l'ordre racial, en deviennent les gardien-s, dans une lutte symbolique pour préserver leur place symbolique dans la hiérarchie sociale : « **Placés aux frontières de l'ordre racial, ils en deviennent les gardes-côtes** ».

5 - LOGIQUES D'UNE NORMALISATION

A quelle condition une orientation politique devient-elle légitime ? Autrement dit, **à quel moment le vote RN n'est plus un vote honteux et stigmatisé.** Aujourd'hui, le vote RN est assumé pleinement : c'est la victoire de l'entreprise de dédiabolisation du parti.

Dans les interactions sociales quotidiennes, si les gens ont conscience que potentiellement ce vote RN peut être stigmatisé, cette stigmatisation se vérifie peu dans les interactions sociales quotidiennes avec leurs proches, voisin·ne·s ou commerçant·e·s. Des ces espaces de sociabilité, le vote RN est perçu comme normal, conforme aux normes locales.

Ainsi, « *les préférences politiques sont toujours collectivement fabriquées* » : **on vote politiquement comme on est socialement.** Ce contexte social définit pour les électeur·rice·s un « *espace des possibles politiques légitimes* ». Dès lors, expliquer le vote RN uniquement comme un repli sur soi, une crise du lien social revient à invisibiliser le rôle central des sociabilités partagées et du sentiment d'appartenance aux groupes sociaux auxquels ces votant·e·s appartiennent. Ce vote est donc étroitement lié à la perception des autres partis (leurs intérêts supposés, les groupes sociaux qu'ils semblent représenter), perception qui circule dans l'espace social et local où sont insérés les votant·e·s.

Ainsi, il devient alors essentiel de **comprendre comment, selon les contextes sociaux et les localités, le vote RN peut passer d'un choix perçu comme honteux à un vote accepté/valorisé.**

UN VOTE STIGMATISÉ ?

Félicien Faury explique que beaucoup des électeur·rice·s sont entouré·e·s de votant·e·s RN dans leur entourage. Ceci **produit des effets de validation du bien fondé de leur choix politique neutralisant les stigmatisations du vote RN** (« *Tout le monde pense ça ici* »). Autrement dit, « *si l'extrême est en réalité la norme, alors ce choix électoral cesse d'être déviant* ». Cette logique se retrouve dans les accusations de racisme en vers ces électeur·e·s : iels se défendent d'être considérés comme racistes mais pourtant le lien entre le vote RN et l'exaspération ressentie à l'égard des immigrés est reconnu et revendiqué. Alors que le vote RN est souvent interprété comme un vote de protestation, l'enquête montre que la colère est toujours orientée vers certaines minorités spécifiques.

Par exemple, Pierrick, 47 ans et officier sapeur pompier, explique que plein de ses collègues votent RN et que le sujet de l'immigration est central dans les discussion.

Félicien Faury montre ainsi que le racisme ordinaire « s'insère aisément dans les échanges quotidiens, fonctionnant comme ce que Goffman appelait des « ressources sûres » : des thèmes partagés qui facilitent la conversation et qui permettent de maintenir l'interaction avec l'interlocuteur·rice.

En bref, **pour ces votant·e·s du RN, il s'agit de souligner le rejet de certaines minorités en mettant en avant son caractère collectif et partagé – et donc collectivement certifié, légitime**. Ces électeur·rice·s expliquent leur vote selon leur « vrais problèmes » liés surtout pour elleux à l'immigration. Comme ces problèmes sont perçus comme réels par tout leur entourage (famille, collègues,

voisin·es), le vote RN ne semble plus extrême ou choquant, mais au contraire normal et logique.

ANTAGONISMES SOCIAUX

Le vote RN traduit et exprime une « image de soi » à laquelle les électeur·rice·s se rattachent et peuvent l'opposer à l'image d'autres groupes sociaux situés dans des univers politiques et symboliques différents. Les jugements négatifs sur le vote RN peuvent être ressentis par elleux comme une accusation de ce qu'ils sont sur le plan social car ces critiques seraient formulées par des individus qui n'ont jamais connu leurs conditions de vie. Les électeur·rice·s adoptent une posture en développant des discours sur leurs vécus et ce qui leur a fait connaître le « problème » de l'immigration, ce qui a leur fait connaître la vérité sur la conflictualité de la vie sociale. Pour elleux, les antiracistes « n'ont jamais été confrontés à ces mêmes situations » et sont des « donneurs de leçons » (« figure du privilégié moralisateur ») assimilés à la gauche. Au final, **l'antagoniste c'est surtout la figure ayant un fort capital culturel (enseignant·e·s, journalistes, ...)** et pas forcément la personne haut placée. Ceci entraîne chez les sympathisants·e·s du RN **un ressenti de mépris de classe**. Ce ressentiment s'explique en partie par le fait que le niveau de diplôme constitue le facteur le plus prédictif du vote RN, davantage que le revenu. Les électeur·rice·s RN se caractérisent par une faiblesse relative de leur capital culturel par rapport à leur capital économique impactant leur façon de voir leur place dans la société. Leur position sociale est majoritairement attribuée au travail plutôt qu'à l'école : valorisation de trajectoires fondées sur la réussite économique (petits patrons qui « ont réussi en travaillant ») plutôt qu'à l'accès aux ressources culturelles.

ANTAGONISMES POLITIQUES

Pas de notes pour ce sous chapitre.

CROIRE EN « MARINE

Pas de notes pour ce sous chapitre.

ZEMMOUR, JE LE CONNAIS PAS TROP

Au sein de l'électorat, Eric Zemmour apparaît comme un figure moins digne de confiance que Marine Le Pen, voire de la méfiance. Les différences entre ces deux candidats sont perçues plus dans la forme que dans le fond : « **Marine Le Pen et Éric Zemmour, c'est le même bonbon, mais pas le même emballage.** ». Zemmour attire « *les fractions les plus politisées (et souvent les plus aisées) de l'électorat d'extrême droite* ». Au contraire, **Marine est une figure familière, connue, identifiée depuis longtemps (ce qui pousse la confiance)** ; ce qui n'est pas le cas de Zemmour. « *L'une des grandes victoires symboliques de Marine Le Pen (pourtant ancienne avocate et appartenant elle aussi à la bourgeoisie) est d'être parvenue à incarner, sur le temps long, une proximité avec les groupes populaires* » (ce que n'a pas réussi à faire Zemmour).

ACQUIESCER À L'EXTRÊME DROITE

Cette présence longue de Marine Le Pen a produit un effet d'habitude contribuant à atténuer l'image de radicalité associée au RN. Pour les interlocuteur·rice·s de l'enquête, **iels n'envisagent pas un vrai changement social avec l'arrivée du RN au pouvoir : iels sont convaincu·e·s que le RN ne serait pas en mesure de mettre pleinement en œuvre son programme** (« *pas faire grand-chose* ») en raison des contre-pouvoirs institutionnels ou des contraintes euro-

péennes par exemples. Ceci permet de « *dédramatiser la possible victoire de Marine Le Pen à l'élection présidentielle, à la fois vis-à-vis des autres et vis-à-vis de soi* ».

Le vote RN est parfois encore associé à la culpabilité lié au poids historique de la stigmatisation du vote d'Extrême droite. Toutefois, cette culpabilité est dépassée grâce à l'idée que le RN aurait changé et serait devenu un parti moins radical qu'auparavant (Jean-Marie Le Pen est comparé à Trump). Le RN est encore considéré par ces électeur·rice·s comme un parti différent des autres, en particulier sur la question de la migration, mais sa stigmatisation dans l'espace public est jugée exagérée et obsolète. Dans cette perspective, **le RN n'apparaît plus majoritairement comme un danger pour la démocratie.**

Cependant **cette dédiabolisation ne date pas de 2011 (date où marine a pris la tête du parti) mais est ancrée dans la création du parti** : « *En 1972, c'est dans l'objectif de rendre leurs idées plus acceptables, de s'accorder à la légalité démocratique et de pouvoir se présenter aux élections législatives de l'année suivante que des responsables d'Ordre nouveau, groupuscule fasciste, fondent le FN* ». Autrement dit, le parti du FN est créé pour vulgariser les idées d'ED, en les ajustant aux normes dominantes de l'espace politique et médiatique pour élargir son audience.

Cette stratégie de conformation est doublée d'une envie de conserver une image d'un parti protestataire et antisystème. En effet, le RN a « *toujours suivi une stratégie d'autonomie partisane et de maintien de ses fondamentaux politiques et idéologiques* » : garant de sa singularité politique, cela lui a permis de maintenir sa distance par rapport aux autres partis (et du coup de pas bénéficier/moins bénéficier de la méfiance des gens vis à vis de ces par-

tis politique). En bref, cette tactique permet au parti de conserver une singularité politique et de maintenir une distance par rapport aux autres partis. Au final, **le RN combine normalisation et radicalité, intégration institutionnelle et opposition au système** (« *intégration au système et positionnement oppositionnelle en son sein* »).

Sur le terrain de Félicien Faury, les opinions des électeur·trice·s sont partagées par les groupes sociaux dans lesquelles naviguent ces personnes. « *Un accord minimal existe, dans leurs sociabilités ordinaires, sur « ce qui ne va pas » : dénonciation de l'immigration (racisme), méfiance envers les classes dominantes et les responsables politiques.* **Il existe une diversité de profils des votant·e·s : à la fois des gens radicaux et à la fois des personnes qui votent à cause de la normalisation, c'est-à-dire, à la base moins disposés à voter RN.**

CONCLUSION

Il faut **prendre au sérieux la parole des électeur·rice·s RN**, écouter leurs craintes / incertitudes qui sont basées sur des faits souvent réels (mais accentués, modifiés ou instrumentalisés). Ne pas partir du principe qu'ils se trompent ou qu'ils sont naïfs : les comprendre, c'est rendre plus efficace notre combat contre ces idées.

DES CONCURRENCES SOCIALES RACIALISÉES

Les électeur·rice·s interrogé·e·s sont du Sud-Est de la France, et ne sont pas les plus touché·e·s par la pauvreté et la précarité mais iels sont tout de même **marqué·e·s par une fragilité économique et sociale**. Leurs **préoccupations sont majoritairement liées aux redistributions des ressources et à l'état de leurs lieux de vie** :

- habitat,
- école,
- services publics,
- quartier,
- commerces, etc...

La critique de « l'assistanat » est aussi récurrente chez ces électeurs : c'est celle de prendre en compte la figure de l'immigré qui profite au même titre que les français des aides et services de l'État : inclusion sociale et professionnelle qui leur semble illégitime. Iels estiment avoir perdu la reconnaissance de l'État – **ne plus être une priorité pour la France**.

La dégradation des services publics, l'écart de richesse qui se creuse crée et alimente ce processus de racialisation : les électeur·rice·s se sentent laissé·e·s à l'abandon et ne se sentent pas aidé·e·s en priorité.

RESTER MAJORITAIRE

Les électeur·rice·s RN ont souvent un statut social qui ne peut pas suivre leurs idées. En effet, certain·e·s **ne peuvent pas bénéficier d'un « entre soi » blanc** : iels sont contraint·e·s de partager des lieux de vie avec des personnes qu'iels méprisent : école, travail, commerces, etc.. Iels occupent une **position « médiane et fragile » dans les rapports sociaux de classe**. Leur principal combat est notamment celui de la norme, de **la remise en ordre** : iels veulent recréer un ordre social et racial pour en tirer les bénéfices et les avantages.

DÉNIS ET LUCIDITÉS

Le processus de racialisation est un phénomène structuré, qui affecte les représentations communes de chacun. Il ne faut donc **pas réduire ce phénomène à de la simple colère, un simple exutoire.**

Les formations politiques qui veulent tenter de convaincre les électeur·rice·s RN à renoncer à ce vote doivent **proposer une stratégie efficace et concrète** : proposer des projets de protection économique et sociale. En effet, le RN **profite des fragilités économiques et sociales de ses électeur·rice·s** pour les amener dans son camp.

→ EN BREF : pour lutter contre ce vote, il ne faut pas condamner individuellement chaque électeur·rice·s RN, mais prendre au sérieux sa parole, comprendre ses craintes, proposer un contre-discours efficace qui s'ancre dans l'intégration économique et sociale de chacun·e.



CONTACTS



RIPOSTE_ANTIFASCISTE@RISEUP.NET



RIPOSTE_ANTIFASCISTE



RIPOSTE_ANTIFA



[HTTPS://RIPOSTEANTIFAMARS.NOBLOGS.ORG/](https://riposteantifamars.noblogs.org/)